

Lutter contre le collectivisme

CHARLY PACHE. Président du Parti pirate fribourgeois, il veut garder les libertés sur internet et donner du poids aux moins de 40 ans en les représentant à la Chambre haute.

SOPHIE ROULIN

Elections 2012 complémentaires

«Le Parti pirate n'est pas là pour faire des lois sur internet et les nouvelles technologies, mais des lois pour la société qui est transformée par ces éléments nouveaux.» C'est d'ailleurs à l'occasion d'une campagne de votation sur l'une de ces nouvelles technologies que Charly Pache, 36 ans, a fait ses premiers pas en politique, en 2009. Devenu président du Parti pirate fribourgeois, il brigue aujourd'hui le siège laissé vacant au Conseil des Etats après l'élection au Gouvernement d'Alain Berset.

La politique n'était pourtant pas une évidence pour lui. Dans le cadre familial durant sa jeunesse, c'était plutôt «au secours, surtout pas de politique à table!» Le déclic? La votation sur le passeport biométrique. «On n'a pas tenu compte de l'avis des ingénieurs et des experts, qui affirmaient que la technologie n'était pas prête, explique cet informaticien de gestion. Je me suis alors rendu compte que les décisions politiques pouvaient avoir des influences directes sur ma vie. J'ai décidé qu'il fallait agir.»

D'abord pour des causes

Charly Pache ne parle pas encore d'engagement. «Je voulais me mobiliser pour les causes qui me touchaient, pas forcément pour un parti.» Il distribue ses premiers tracts aux côtés des Jeunes socialistes. Puis, en décembre 2010, il devient membre des Vert'libéraux (PVL), parti pour lequel il est candidat au Conseil général de Fribourg en mars dernier. Il participe également à l'assemblée de créa-



Charly Pache a choisi de se faire prendre en photo devant les images de la construction des barrages fribourgeois, exposées à la BCU. Ces grands projets influencent encore notre vie aujourd'hui. «Ils soulignent l'esprit pionnier et l'innovation de notre canton», explique le candidat du Parti pirate. Deux éléments qui symbolisent également son engagement politique. CLAUDE HAYMOZ

tion du Parti pirate (PP).

«Lors de la campagne pour le National, je me suis d'abord senti un peu jeune pour proposer ma candidature aux Vert'libéraux. Mais j'ai eu des regrets.» Si bien que quand le Parti pirate s'est mis à la recherche de candidats, il s'est porté sur les listes, choisissant ainsi son camp.

«Plus qu'un parti, le PP est un mouvement, qui s'est créé

en fonction des problèmes rencontrés avec internet. Cet outil technologique a permis des révolutions, ce serait dommage de restreindre les libertés offertes.» Si internet et l'informatique reviennent régulièrement au fil de la discussion, Charly Pache se défend de n'avoir que cette préoccupation.

«L'Etat devrait protéger la liberté de choix des minorités, mais on assiste plutôt à l'in-

verse: l'Etat impose les choix de la majorité aux minorités, par exemple, avec le service militaire ou l'assurance maladie. Le PP veut lutter contre le collectivisme et remettre l'individu et ses libertés de choix au premier plan.» Une pensée plutôt libérale que Charly Pache nuance aussitôt: «La société doit avoir des structures pour aider les plus faibles et éviter les grandes inégalités.»

N'a-t-il pas l'impression de brûler les étapes en brigant un siège au Conseil des Etats sans autre expérience politique que deux campagnes? «Non, il est important que les jeunes générations soient représentées. Alain Berset a prouvé que les moins de 40 ans peuvent être crédibles.»

Ses compétences, Charly Pache les lie à son intérêt pour les textes de lois, même s'il n'a

BIO EXPRESS

1976. Né le 15 octobre, à Baden, il a vécu à Bâle, Bex, Echallens, Neuchâtel, Châtel-Saint-Denis, en France, avant de s'établir à Fribourg.

1998. Maturité scientifique au Collège Spiritus Sanctus, à Brig.

2005. Bachelor en informatique de gestion auprès de la HEVS, à Sierre.

2006-2008. Travaille comme ingénieur pour Clemessy Switzerland AG, d'abord à Toulouse, puis à Mulhouse et enfin à Bâle.

2010. Master en innovation et création d'entreprise auprès de la HEG, à Fribourg.

2011. Fonde sa propre société, Pache Communications, et travaille comme consultant dans le domaine de la création d'entreprise.

2011. Candidat du Parti vert/libéral au Conseil général de Fribourg en mars, puis candidat du Parti pirate au Conseil national en novembre.

pas étudié le droit, et au monde numérique. «Il est important de connaître ce milieu pour comprendre les enjeux, plutôt que de réagir sur la peur comme le font souvent nos politiciens.»

Ses liens au canton de Fribourg, il les doit à sa jeunesse passée à Châtel-Saint-Denis et à ses années d'études récentes. Un attachement qui lui a fait choisir Fribourg pour s'établir après avoir beaucoup burliné, avec ses parents, puis pour son travail.

«Plutôt que de défendre les intérêts de Fribourg, je souhaite m'investir pour développer ces intérêts.» Pour le candidat au Conseil des Etats, cela passe par une mise en réseau des personnes à l'échelle nationale, par l'innovation et la création d'entreprise. «Fribourg dispose d'un potentiel énorme.» ■

LA QUESTION DE...

Jacques Bourgeois

Vous prétendez défendre les droits et les libertés. Pourtant, votre parti est tolérant face au téléchargement illégal sur internet, qui porte atteinte au droit de propriété des auteurs. N'y a-t-il pas une contradiction?

Il n'y a pas que mon parti qui défende le téléchargement sur internet: le Conseil fédéral y est également favorable pour un usage personnel. C'est vrai que ça ne respecte pas le droit d'auteur. Mais pour les films, je considère que c'est une réaction à un manque de volonté des majors à développer des plates-formes commerciales. Des études montrent que le public y serait réceptif. On est là face à un problème de génération. Les dirigeants de ces entreprises ne sont pas dans le coup.



Francis Fasel

Les politiques sont comme nous: en chacun d'eux, le consommateur prend le dessus sur le citoyen. Que comptez-vous faire, au Parti pirate, pour rééquilibrer la balance, vous qui voulez faire de la politique autrement?

Nous sommes en effet dans une société de surconsommation. Du point de vue citoyen, il faut sensibiliser les gens au fait qu'on peut être heureux, même sans avoir quinze paires de chaussures. Politiquement, on peut agir sur la dette. En réduisant ainsi l'endettement public, le besoin de croissance deviendra moindre. Il n'y aura alors plus besoin de pousser les gens à la consommation et l'économie pourra se stabiliser.



Christian Levrat

Vous demandez une liberté totale sur internet. Est-ce que vous n'avez pas l'impression qu'il faut formuler un minimum de règles (pour protéger les enfants de certains contenus ou l'intérêt des artistes par l'intermédiaire du droit d'auteur)?

Je parle d'une liberté d'expression totale, sans censure. Mais pour la violence, pour la pornographie, pour les droits d'auteur ou la protection des enfants, il y a des lois et des règlements qui existent. Et je ne demande pas leur suppression. En revanche, on ne doit pas arriver à une société où le citoyen est a priori suspect, où les services secrets analysent tous les contenus. Sinon, on en revient au système des fiches...



Investir dans la recherche

Quelle solution pour renflouer le deuxième pilier?

Prendre moins de risques dans la gestion de notre deuxième pilier pour que les milliards de pertes de 2008 ne se reproduisent plus. Et que les intérêts des cotisants passent avant ceux des actionnaires des caisses de pension.

La société à 2000 watts est-elle une utopie?

Nous vivons dans un monde à 2000 watts et nous sommes sur la bonne voie dans le canton de Fribourg avec notre objectif intermédiaire à 4000 watts pour 2030, la volonté est bien présente et c'est l'essentiel. Premièrement, il faut faire un grand effort de sensibilisation des citoyens. Vivre plus localement, réduire nos déplacements et notre consommation à des niveaux raisonnables. Deuxièmement, investir dans la recherche et le développement pour des solutions permettant d'économiser. Nous aurons ainsi des entreprises qui pourront exporter leurs produits et connaissances dans le monde entier.

Comment sauver l'emploi en Suisse étant donné la crise actuelle?

C'est au secteur privé de prendre le taureau par les cornes, d'innover pour s'en sortir

mieux que les autres. A long terme, le taux plancher n'est pas une solution, la Banque nationale achète des milliards d'euros et de dollars qui valent chaque jour de moins en moins.

La Suisse doit-elle intervenir dans le sauvetage de la zone euro (par exemple, en contribuant au fonds de 500 milliards de dollars prévu par le FMI)?

En intervenant, la Suisse participerait au principe de la privatisation des profits et de l'étatisation des dettes. Les véritables responsables de la crise se sont enrichis de manière astronomique en la créant. S'il faut intervenir, c'est en changeant les lois pour que ces gens puissent être personnellement poursuivis pour les risques qu'ils font prendre à toute la société pour leur propre profit. De plus, le fonds de stabilité européen est absolument antidémocratique, en porte-à-faux total avec les valeurs suisses.

Si vous êtes élu, irez-vous à Berne à vélo?

Personnellement, je souhaite amener autre chose que de l'air dans les chambres, j'irai en RER. ■